

Schuman et l'Europe en morceaux

David H. Price est un journaliste britannique qui dirige le projet Schuman. Price explique comment le projet européen a été dévoyé depuis sa création. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bonjour à tous et bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints aujourd'hui par David Price, un journaliste britannique qui dirige le Schuman Project sur l'intégration européenne. Merci beaucoup d'être avec nous.

#David Price

Eh bien, merci pour tout votre excellent travail visant à ouvrir un large débat, ce que j'apprécie vraiment ici à Bruxelles.

#Glenn

Eh bien, je souligne souvent que je considère la guerre en Ukraine comme la conséquence de l'effondrement de l'architecture de sécurité européenne. Et bien qu'on puisse remonter aux années 1990, bien sûr, pour expliquer cela, après la guerre froide, nous avons essentiellement deux options. Nous pouvions soit développer une architecture de sécurité incluant tout le monde, fondée sur la sécurité indivisible et une Europe sans lignes de division, soit créer des blocs exclusifs reposant sur ce qu'on appelle souvent la légitimité inter-démocratique. Cela concerne évidemment l'UE et l'OTAN. De toute évidence, nous avons choisi la deuxième option, en partant du principe qu'il s'agissait de forces bénéfiques, et que cela n'entraînerait pas de compétition sécuritaire.

Je ne suis pas d'accord avec cela, mais ce qui me frappe souvent, c'est qu'il devrait y avoir un débat autour de cette question — à savoir si c'était ou non un bon cadre pour la sécurité européenne. Nous pourrions alors commencer à aborder certains des problèmes, mais nous n'en arrivons jamais vraiment à ce stade. L'ensemble du discours semble laisser de côté tout ce débat. Mais aujourd'hui, j'avais hâte de prendre encore un peu plus de recul — non seulement en regardant l'ère post-guerre froide, mais aussi l'ère post-Seconde Guerre mondiale, qui est votre domaine d'étude. C'est là l'

origine de l'intégration européenne, de la Déclaration Schuman jusqu'à la situation actuelle. J'ai donc pensé qu'un excellent point de départ serait, si vous le pouvez, d'expliquer ce qu'est la Déclaration Schuman et comment elle a façonné l'Europe d'aujourd'hui.

#David Price

Eh bien, merci beaucoup. J'aimerais en fait revenir un an avant la Déclaration Schuman, car j'ai été frappé par ce document américain sur la stratégie. La phrase dont tout le monde parle concerne l'Europe. Elle dit que le déclin économique de l'Europe est éclipsé par la perspective réelle et plus brutale de l'effacement civilisationnel. Robert Schuman, qui a participé à de nombreuses institutions, a employé le mot « suicide ». L'Europe faisait en réalité face à un suicide dans la période comprise entre l'après-guerre, de 1945 à 1950. Il a dit que nous devons agir, car nous faisons face à un suicide après la guerre. L'Union soviétique possédait des armes nucléaires, et le conflit aurait pu devenir très grave si la situation avait dégénéré. Et il n'y avait aucune unité au sein de l'Europe occidentale.

Il a donc réellement utilisé cette expression quelques jours seulement après avoir signé le Statut du Conseil de l'Europe, le 5 mai 1949. Les gens n'y prêtent peut-être pas beaucoup d'attention, mais c'était une pièce essentielle du puzzle qu'il assemblait pour créer un continent différent de celui qu'ils connaissaient alors. Et c'était extrêmement difficile, car la guerre froide battait son plein — les communistes étaient, par exemple, le plus grand parti du parlement français, et l'Armée rouge était prête à prendre le contrôle. La première chose qu'il a mise en place fut donc le Conseil de l'Europe, puis il a convaincu les Britanniques de créer une charte d'adhésion, qui constituait un système juridique pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Cela devait distinguer l'Europe occidentale de l'Union soviétique, qui, par exemple, n'autorisait ni la liberté d'expression ni la liberté de religion.

C'était une organisation athée, donc c'était la première étape. Puis, un an plus tard, le 9 mai 1950, il annonça — ou plutôt, le gouvernement français fit — une proposition. Ce n'était pas sa proposition personnelle ; c'était celle du gouvernement français adressée aux autres nations d'Europe pour créer une communauté européenne. Le mot intéressant, qui était son idée pour sauver l'Europe, est « supranational », car il apparaît dans son discours au début de la signature du Statut du Conseil de l'Europe. Il est associé au système de la communauté européenne. Et aujourd'hui, personne ne comprend vraiment ce que cela signifie, sauf que les gens pensent que c'est un terme péjoratif et supposent qu'il désigne le mondialisme ou quelque chose de ce genre.

Mais cela ne veut pas vraiment dire cela. Dans l'esprit de Schuman, il s'agit de savoir comment créer une autre couche de démocratie, coordonnée avec les démocraties des États-nations. Un exemple serait—eh bien, je n'en sais pas beaucoup à ce sujet—mais les peuples nordiques semblent bien s'entendre dans leurs démocraties. Et la Suisse était un exemple qu'il a mentionné, où des communes se sont réunies pour créer une confédération. Alors, comment coordonner les démocraties ? C'est la première question. Mais ensuite, contrairement à beaucoup de gens—beaucoup de penseurs,

beaucoup de philosophes du passé—il ne pensait pas que nous pouvions unifier l'Europe simplement en réunissant des gens autour d'une table, où ils s'accorderaient tous et créeraient une fédération.

Il était opposé à une fédération. Mais il a eu une idée qui a changé le vocabulaire juridique — en fait, le vocabulaire constitutionnel — des États-nations. L'idée était que le supranational possède des pouvoirs situés entre le fédéral et le confédéral. Ainsi, il existe une institution dotée de pouvoirs très forts, car il faut un coordinateur entre les démocraties. Si vous avez des démocraties liées entre elles, tôt ou tard quelque chose finira par mal tourner. L'une des démocraties pourrait devenir un peu belliqueuse, ou peut-être défendre une industrie au-delà du raisonnable. Et il faut quelqu'un — il faut un système — pour coordonner. Cela faisait donc partie de l'ensemble du système. Mais je vais m'arrêter là. Avez-vous des questions sur ce que je viens de dire ?

#Glenn

Non, non, pas vraiment. J'étais juste curieux de savoir comment nous sommes passés de la Déclaration Schuman — enfin, pas seulement la Déclaration, mais aussi certaines des intentions pour l'Europe — et comment nous en sommes arrivés là où nous en sommes aujourd'hui, car on dirait bien que nous avons déraillé à un moment donné.

#David Price

Oui, d'accord, alors regardons cela en trois périodes différentes. Jusqu'à la Déclaration Schuman — et j'ai consulté un livre de chronologies historiques — si l'on prend les pays d'Europe occidentale, six pays : la France, l'Allemagne, le Benelux et l'Italie, et que l'on remonte deux mille ans en arrière, on ne trouve pas une période de plus de cinquante ans sans qu'une guerre n'ait lieu. Toute la région de l'Europe occidentale était plus ou moins en guerre. Ils étaient soit en train de faire la guerre, soit de s'en remettre, soit de se préparer à la suivante. Et puis, de 1945 à aujourd'hui, nous avons connu la plus longue période de paix de toute l'histoire européenne. Et c'est là la clé principale de la pensée de Schuman.

Il ne s'intéressait pas tant à l'unité par des moyens politiques qu'à l'arrêt de la guerre. Il venait d'une région de charbon et d'acier, et il savait que l'acier était essentiel à la fabrication des armes de guerre. Et le charbon représentait l'énergie. En d'autres termes, aujourd'hui, nous appellerions cela le vecteur énergétique et les matériaux stratégiques. Si l'on contrôle ces deux éléments, on peut contrôler beaucoup de choses en politique. Ainsi, la première communauté fut la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Et au lieu de placer les six nations sous un seul gouvernement, il a dit : « Eh bien, mettons simplement le charbon et l'acier sous une entité unique, et créons cinq institutions qui garantiront que nous prenons des décisions démocratiques. »

Et puis, si l'on passe de cette période, il y avait trois communautés, et les choses ont changé. Le document stratégique américain de 1990 mentionne quelque chose d'intéressant, car nous sommes passés de l'idée de Communauté européenne à celle d'Union européenne, et le terme « Communauté

européenne » est simplement tombé en désuétude. Le document stratégique américain indique qu' en 1990, l'Europe continentale représentait 25 % du PIB mondial, et qu'elle est tombée à environ 14 % aujourd'hui. Nous sommes donc essentiellement en chute libre économique. Nous avons connu une période où nous avons eu des guerres pendant deux mille ans.

Nous avons ensuite connu une période appelée les « Trente Glorieuses », marquée par une forte croissance en France et en Allemagne — la période du miracle économique. Puis, depuis 1990, nous avons connu un déclin. Aujourd'hui, nous traversons une sorte de période de crise. La question est : que va-t-on faire ? Les Américains disent : « Vous devez vous ressaisir, car l'Europe va mal. Elle manque de démocratie, de liberté d'expression — il y a beaucoup de problèmes majeurs. Nous devons entretenir une relation stable avec la Russie », et ainsi de suite. Ils ont présenté un vaste programme, et en réalité, une partie de ce programme rejoint ce que Schuman disait déjà en 1950.

#Glenn

Eh bien, c'est une faiblesse de la nature humaine, cependant — cette tendance à supposer que le présent est permanent. Autrement dit, simplement parce que les choses ont été ainsi pendant de nombreuses années, nous pensons qu'elles continueront d'une manière ou d'une autre. Mais un autre problème, c'est qu'on a souvent l'impression qu'il y a eu beaucoup de réussites en Europe. Comme vous l'avez dit, nous avons connu une longue période de paix, mais aussi de prospérité. Pourtant, dans ce succès peut également se trouver la source de la stagnation et du déclin. Dès que l'on a le sentiment d'avoir trouvé la recette de la stabilité, on commence à développer des idéologies autour de cela — quelque chose pour la perpétuer. Et à mesure que le monde change, il devient plus difficile de changer avec lui. Par exemple, j'ai souvent soutenu qu'après la guerre froide, nous aurions peut-être dû nous éloigner de la politique des blocs et trouver un moyen de construire une architecture de sécurité inclusive, étant donné que le communisme avait disparu, que l'Union soviétique n'existait plus.

Mais ensuite, on entend : « Eh bien, l'OTAN a assuré la sécurité pendant toute la guerre froide — une si bonne institution. » Ainsi, l'objectif est simplement de préserver la forme plutôt que la fonction. Et l'on a souvent le sentiment que c'est aussi une partie du problème avec l'Union européenne — cette obsession de la forme, de maintenir l'UE dans son état actuel. L'Europe, dans sa forme actuelle, nous empêche d'aborder la question de la fonction, à savoir : comment le monde change-t-il exactement ? En quoi est-il différent aujourd'hui ? Et dans quelle mesure pouvons-nous réellement transformer ces institutions ? On a l'impression d'être bloqués sur une seule voie, dans une certaine mesure. Mais comment voyez-vous ce dilemme entre une Europe plus fédérale, plus centralisée, et une coopération plus intergouvernementale, où l'État-nation conserve une certaine autonomie ? Ou peut-être n'est-ce pas un dilemme du tout.

#David Price

Non, je comprends d'où vous venez en ce qui concerne les plans d'architecture européenne de 2000 et tout cela. J'étais à Paris à l'époque, et ce fut une grande déception pour beaucoup de gens. Mais en réalité, nous ne devrions pas nous limiter à ces deux notions — fédérale et confédérale, la confédérale signifiant intergouvernementale. Nous avons maintenant ce troisième système, qui est la communauté supranationale. Et c'est tout à fait extraordinaire, car personne ne le comprenait à l'époque. Lorsque Schuman a fait sa proposition en 1950, il a dit que cette idée de communauté était ouverte à tous les pays européens. Et un journaliste un peu impertinent lui a demandé : « La Russie est-elle un pays européen ? En d'autres termes, peut-elle répondre à cette invitation ? » Et il a répondu : « Oui, bien sûr, peut-être. » Mais il a dit la Russie — il n'a pas dit l'Union soviétique.

Plus tard, j'ai découvert qu'il avait parlé à un certain nombre de personnes, et qu'il comprenait que l'Union soviétique s'effondrerait sur la base d'une analyse géopolitique possible. Sur quels fondements pensait-il que l'Union soviétique allait s'effondrer ? Mais il était certain que cela arriverait, et il avait dit à plusieurs membres du Parlement européen de l'époque que cela se produirait avant la fin du siècle. Et bien sûr, c'est ce qui s'est passé. J'ai parlé à l'un d'eux, et il m'a dit : « Schuman a dit que ça allait s'effondrer. Il me l'a dit, ainsi qu'à plusieurs autres parlementaires démocrates-chrétiens. » Et nous étions stupéfaits. Nous pensions vraiment qu'il avait perdu la tête. Nous le croyions fou, car l'Union soviétique était alors à l'apogée de sa puissance. Ils avaient lancé Spoutnik, et personne ne pensait que l'Union soviétique allait simplement disparaître.

Mais Schuman avait fait une sorte d'analyse suggérant que cela ne durerait pas très longtemps. En fait, Adenauer, qui parlait assez souvent avec Schuman, disait à peu près la même chose. Il affirmait que la troisième génération verrait l'effondrement — le monde ne serait plus communiste. Ce qui revient essentiellement à la même idée : on ne peut pas maintenir les gens prisonniers d'une idéologie fausse indéfiniment. Et dans certaines circonstances, vous savez, le facteur décisif dans tout cela, c'était en grande partie le Conseil de l'Europe, qui a eu une grande influence tout au long du processus. Car si vous avez une entité où l'Europe occidentale dit : « Nous avons la liberté d'expression, la liberté de religion, nous pouvons critiquer le communisme, nous pouvons critiquer le capitalisme », et que les gens de l'autre côté de la frontière peuvent en entendre parler, alors cela ébranle vraiment les fondations à la fois du système communiste en Union soviétique et de l'occupation soviétique de l'Europe centrale et orientale.

Et l'autre chose dont nous devrions nous souvenir, c'est que nous ne devons pas tenir pour acquis que, lorsque des politiciens prennent certaines décisions et que d'autres leur succèdent, ils seront honnêtes. Schuman ne se faisait aucune illusion à ce sujet — il savait que les politiciens peuvent se jouer des tours entre eux, et il parlait de « démocratie contrefaite ». Ses cinq institutions au départ ont été vivement critiquées. Elles ont tout de même survécu, mais, par exemple, il disait que le Conseil des ministres devrait être ouvert à l'opinion publique. Et il ne l'a jamais été. Le Conseil des ministres tient ses discussions en privé, à huis clos, la presse étant tenue à l'écart. Il disait qu'il devrait être ouvert comme un parlement. La démocratie exige la discussion publique, le débat public.

Ainsi, il crée une architecture européenne de sécurité, mais en utilisant une méthode totalement différente de celle dont vous parlez — l'architecture de l'an 2000. Et cela se fait en contrôlant certains éléments stratégiques de la société et en veillant à ce qu'ils soient démocratiques et non dirigés par des élites ou des cartels. En réalité, le système communautaire présente plusieurs particularités. L'une d'elles est qu'il constitue le premier système international anti-cartel de l'histoire. Et il y a plusieurs raisons à cela. Je peux en évoquer une : avant la Première Guerre mondiale, il y avait une course aux armements, et certaines grandes entreprises de défense s'étaient associées, collaborant sur des brevets et se les échangeant entre elles.

Ainsi, les ministères de la Défense achetaient une grande quantité de nouveaux navires de guerre ou autre, puis découvraient que les obus sortant des chaînes de production pouvaient en réalité percer l'acier. Ils devaient donc fabriquer de l'acier renforcé pour se protéger contre ces nouveaux obus. Cela a conduit à une course aux armements, car chaque niveau devait se prémunir contre les nouvelles innovations. Et ce cartel regroupait des entreprises comme Krupp et Thyssen en Allemagne, Schneider en France, ainsi que les grandes sociétés britanniques — Vickers et d'autres. Il incluait même des entreprises américaines et japonaises impliquées dans cette affaire, qui était en réalité une escroquerie, mais à l'échelle mondiale. Ainsi, l'un des premiers éléments introduits dans le système communautaire a été un moyen de mettre fin aux cartels internationaux, ce qui, à mon avis, n'a pas été suffisamment souligné.

#David Price

Allô ? Je ne t'entends pas.

#David Price

Je ne t'entends pas.

#Glenn

Désolé. Ah, d'accord. Eh bien, comment expliquez-vous l'Europe depuis les années 1990 ? Parce que Schuman était assez critique à l'égard du communisme quant à sa compatibilité avec ce que représentait l'Europe occidentale. C'est-à-dire, le projet européen qui s'est développé avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Mais bien sûr, après 1990, on aurait pu penser que les leçons de l'histoire auraient suggéré de mettre en place un format similaire pour unifier l'Europe. Autrement dit, l'idée que la paix, la sécurité et la prospérité dépendraient de la recherche d'un arrangement semblable à celui qui existait entre les Français et les Allemands — étendu ensuite aux Russes. Encore une fois, sur une échelle de temps plus large, on peut dire qu'après les guerres napoléoniennes, les Français avaient une place à la table.

Puis, après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands ont obtenu une place à la table des négociations, ce qui était l'inverse de ce qui s'était passé après la Première Guerre mondiale, lorsque

le traité de Versailles considérait essentiellement la paix comme le déclin contrôlé de la puissance allemande, ou la perpétuation de sa faiblesse. Il semble qu'après la guerre froide, nous soyons revenus au traité de Versailles — que cela ait presque servi de modèle pour les Russes : simplement perpétuer leur faiblesse, ou du moins éviter de créer une prospérité partagée. Pourquoi, selon vous, ont-ils choisi cette voie, au lieu de s'appuyer sur ce qui devait être les grandes idées européennes — la Communauté européenne du charbon et de l'acier ?

#David Price

Eh bien, il y a deux facteurs. Premièrement, au début des années 1990, sous la présidence de Delors et avec Mme Thatcher au pouvoir, ils ont créé une nouvelle manière de gouverner l'Europe, qui n'avait rien à voir avec les idées originales de la communauté. C'était l'Acte unique européen. Ils voulaient ouvrir le marché et, à terme, créer une monnaie et entreprendre diverses actions. Mais la manière dont ils l'ont fait était antidémocratique, car ils se sont réunis, ont rédigé un document et l'ont envoyé à tous les gouvernements en disant : « Vous devez adopter ce document, qui nous permettra d'avoir, en 1992, un marché unique fonctionnant mieux », ce qui, en soi, est louable.

Mais la méthode n'était pas démocratique, car elle ne permettait pas aux gens de débattre du document. C'était plus ou moins une déclaration que tout le monde devait accepter. Ensuite, ils ont transformé le tout en Union européenne, ce qui est une configuration différente — politique étrangère, justice interne, institutions à huis clos, et ainsi de suite. Et, en gros, ils n'ont pas permis la tenue des élections que nous avions envisagées dans le concept initial de la communauté. Et, n'oublions pas, il y avait trois communautés.

Il y a donc eu la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui a mis fin au type habituel de guerre avec des balles. Aujourd'hui, on voit tout le monde essayer de se procurer davantage d'armes en utilisant l'acier. Mais la deuxième communauté, c'était Euratom, et l'idée derrière cela était d'empêcher une guerre atomique entre les États membres. On oublie souvent qu'après la guerre, de nombreux pays — la Suède et la Suisse, je crois — voulaient avoir leur propre bombe atomique, et cela ne s'est pas produit. Euratom a créé des institutions pour que ce ne soit pas nécessaire ; le matériau fissile était sous contrôle communautaire, donc en fin de compte démocratique, et il n'y avait donc pas besoin d'armes nucléaires. Lorsque l'Allemagne est devenue plus indépendante, elle n'a pas créé d'armes atomiques. Puis ils sont passés à autre chose. La troisième communauté est celle dont tout le monde se souvient : le Marché commun, la Communauté économique, qui visait en réalité à empêcher les guerres commerciales, car les guerres commerciales, même entre démocraties, pouvaient être très dangereuses. Ils ont donc créé un système pour—

Et puis, ils ont transformé tout le système, passant des communautés à l'Union européenne avec un certain nombre de piliers — trois piliers. Ils avaient une architecture à trois piliers, qui impliquait des ministres, des bureaucrates et d'autres se réunissant à huis clos. C'était donc un système totalement différent. Quand on en vient à la Russie, pourquoi n'avons-nous pas eu une communauté avec la Russie ? Ils avaient déjà changé le système auparavant. Ensuite, la Commission européenne a

déclaré : « Nous devons avoir un plan pour l'an 2000. » Évidemment, cela n'aurait guère intéressé la Russie. Le président de la Commission européenne de l'époque s'est donc rendu à Moscou et a eu des entretiens avec Eltsine à ce moment-là.

Et Eltsine leur a dit : « Nous aimerions devenir membre du système européen — de l'Union européenne, ou peu importe — d'ici l'an 2000. » Et le président de la Commission a répondu : « 2000 ? Pas avant l'an 3000. » Le principal problème était que la Russie paraissait trop grande aux yeux des petits bureaucrates. Ils semblaient avoir oublié que l'Allemagne était aussi un grand pays — un problème au départ — et pourtant elle avait été intégrée. Elle avait un vrai problème, car elle avait massacré beaucoup de gens à une échelle industrielle, et il y avait beaucoup de haine dans l'air. Mais ils ont transformé ce système en cinq ans en une communauté. Personne ne pouvait concevoir un système incluant la Russie, du moins pas les bureaucrates à l'esprit étroit. Ils ont donc essentiellement rejeté la Russie, et même si divers dirigeants avaient des idées différentes sur la manière de rejoindre l'Union européenne telle qu'elle existait, aucun d'entre eux n'a réussi à obtenir le moindre élan.

Et puis cela est devenu extrêmement difficile. La Russie, qui avait rejoint le Conseil de l'Europe et avait commencé à mettre en œuvre la Convention sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, s'en est ensuite retirée. Après cela, nous avons connu un changement majeur : elle s'est alignée sur la Chine et sur diverses autres choses, ce qui n'est probablement pas le partenaire naturel d'un pays européen. Il y a donc toute une série d'éléments à prendre en compte. Une grande partie relève d'occasions manquées, et une partie aussi de démocratie contrefaite, comme Schumann l'aurait appelée.

#Glenn

Eh bien, oui, il y a cette citation de Tony Blair datant de 2013 où il soutient essentiellement que la raison d'être de l'Europe a changé. Ce n'est plus une question de paix, mais de grandeur. Autrement dit, nous ne nous ferions pas la guerre même si l'UE n'existait pas, mais nous ne serions pas grands, en somme. Je suppose que c'était là mon point : cela a changé. Mais je veux revenir à ce que tu as mentionné plus tôt — cette nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis — qui a provoqué quelques secousses, surtout en Europe, étant donné qu'elle se montre assez pessimiste quant à l'économie européenne : la part relative du PIB mondial passant de 25 % à 14 %, la capacité à reproduire la culture, la baisse des taux de natalité et la migration de masse.

Mais surtout, la stratégie de sécurité décrit également l'autoritarisme et le comportement antidémocratique des nouvelles élites politiques, suggérant qu'elles répriment l'opposition politique et les médias. Comment voyez-vous le—eh bien, appelons cela un déficit démocratique, pour employer un langage plus neutre—en Europe ? C'est un terme que j'utilise tout le temps, oui. Oui, eh bien, la grande plaisanterie pendant de nombreuses années était que si l'UE était un pays, elle ne serait pas autorisée à adhérer à l'UE parce qu'elle est tellement antidémocratique. Je veux dire, comment voyez-vous l'évolution de ces structures ?

#David Price

C'est ce qui s'est passé avec la restructuration de l'Union européenne. Prenons un exemple simple. Dans le tout premier traité — le Traité de Paris, le Traité sur le charbon et l'acier — il était dit que nous devrions viser à avoir une Assemblée européenne, un parlement, et qu'il devrait être fondé sur le principe « une personne, une voix ». Mais nous ne pouvions pas le faire immédiatement, donc nous aurions des délégations au Parlement. Et cet article particulier a existé dans tous les traités jusqu'au Traité de Lisbonne — selon lequel nous devrions avoir une communauté fondée sur « une personne, une voix ». Cela ne s'est jamais produit. Si vous êtes un Allemand vivant à Malte, vous obtenez l'équivalent de dix ou douze voix à cause de la manière dont le système est structuré. L'ensemble est déséquilibré du point de vue de la démocratie fondamentale, parce que personne ne veut le changer, pour des raisons de nationalisme dans les petits pays.

Mais les petits pays sont essentiellement représentés au Conseil des ministres, où ils disposent d'un vote égal à celui de l'Allemagne. Ils ne devraient donc pas craindre de laisser les citoyens voter. Et les citoyens pourraient créer des partis paneuropéens, en fait — ce que personne n'a encore fait — où ils pourraient dire, eh bien, nous ne sommes pas d'accord avec le fait que, disons, le président de la Commission soit élu en privé, sans qu'un candidat ait été annoncé à l'avance, et qu'elle apparaisse simplement comme présidente. Nous devrions donc avoir un système plus démocratique pour la présidence de la Commission. Et il y a beaucoup d'autres choses. Il existait une institution qui permettait réellement une politique industrielle paneuropéenne, avec une section tripartite composée d'associations industrielles, d'associations de consommateurs et d'associations de travailleurs.

Et ils auraient le pouvoir sur la législation, donc les trois groupes différents devraient parvenir à un accord. Mais le fait est qu'ils étaient censés être élus selon l'idée d'origine, et cela n'est jamais arrivé. Il y a donc un mélange de personnes qui ne font pas ce qu'il faudrait faire et de personnes qui modifient ce qui existe déjà. Je pense que la plupart des gens dans une démocratie estiment qu'il devrait y avoir une certaine forme de transparence. Et le terme que vous utilisez, « déficit démocratique », souligne qu'il y a un manque de transparence — ce avec quoi les Scandinaves sont peut-être assez à l'aise, car cela fait partie de leur structure — mais cela semble s'être perdu dans le Sud.

#Glenn

Eh bien, selon vous, quel est le principal défi auquel l'Europe est confrontée aujourd'hui ? Parce que si je regarde la stratégie de sécurité de l'UE, tout semble aller de travers. S'agit-il de maintenir l'unité ? De la démocratie ? Des perspectives de développement économique ou de sécurité ? Comment voyez-vous les choses ? Il est important d'identifier le problème afin que nous puissions chercher le remède.

#David Price

Le remède se trouve en réalité dans ce chapitre particulier de l'analyse stratégique américaine, qui est très bonne. La première chose qu'ils mentionnent est le rétablissement des conditions de stabilité en Europe et de la stabilité stratégique avec la Russie. Et c'est vraiment un problème majeur, car il n'y a aucun dialogue en cours à ce sujet. C'est une question essentielle : comment ramener la Russie, qui a toujours fait partie de la civilisation européenne, dans le courant principal à nouveau. Et cela vient d'une position très dure.

La position européenne ne parle même pas à la Russie, donc il n'y a aucun dialogue, et cela ne semble mener à rien. Certaines personnes responsables disent que nous devrions continuer jusqu'à vaincre la Russie, mais beaucoup de gens aujourd'hui ne pensent pas que ce soit très réaliste — qu'une sorte d'armée ukrainienne atteigne la Sibérie. Vous savez, ou les Russes — certains craignent que les Russes envahissent l'Europe. Vont-ils envahir le Portugal ? Je n'en suis pas sûr. Il y a une géopolitique très irréaliste en cours, et je pense que cela vient des précédentes mauvaises administrations américaines, qui ont exploité l'Ukraine dans une large mesure.

Et l'Europe était—je veux dire, si l'on regarde l'Empire britannique, nous avons des colonies. Et je pense que si l'on considère l'Europe comme une colonie de l'Amérique, les colonies ont tendance à adopter l'idéologie de la mère patrie et à s'y accrocher même lorsque celle-ci est passée à autre chose. Vous savez, nous avons maintenant une administration Trump qui dit essentiellement que nous devons nous rassembler, que nous devons lancer des projets de paix partout. Cette succession de guerres sans fin est vraiment dévastatrice—elle va simplement provoquer de graves problèmes mondiaux. Et pourtant, certaines parties de cette région, peut-être les zones périphériques du flanc américain de l'OTAN, mènent encore une guerre fondée sur un concept qui aurait dû être rejeté depuis longtemps.

#Glenn

Il y a une interview extraordinaire — ou du moins une conférence de presse — où Viktor Orbán est assis à côté de Trump, et ils parlent de la guerre en Ukraine. Orbán dit en substance que les Européens étaient au départ assez prudents ; ils ne voulaient pas vraiment s'engager dans un conflit profond avec les Russes. Mais ensuite, vous savez, le prédécesseur de Trump — Biden — a excité tous les Européens. Il les a galvanisés à l'idée de vaincre la Russie et d'aller jusqu'au bout dans cette guerre. Et maintenant, bien sûr, ils y sont plus engagés que les États-Unis. Trump veut mettre fin à la guerre. Il y a donc peut-être quelque chose dans l'idée que la colonie s'accroche à cela même après que la métropole est passée à autre chose.

Mais comment expliquer la fin de—enfin, pas la fin, c'est un peu fort—mais le déclin de la diplomatie au sein de l'Union européenne ? De nos jours, nous avons Kaja Kallas qui représente la politique étrangère de l'UE, ce qui est tout à fait extraordinaire à bien des égards. L'UE commence à ressembler de plus en plus à l'Estonie en matière d'engagement diplomatique avec la Russie. Mais il ne s'agit pas seulement d'hostilité. Elle affirme en effet qu'elle ne veut pas parler à Poutine parce que c'est un criminel de guerre, et qu'elle ne parle pas aux criminels de guerre. Et si l'on ne peut

rien obtenir par les discussions, pourquoi essayer ? C'est une position vraiment étonnante à adopter pour une diplomate. À la place, elle appelle à la dissolution de la Fédération de Russie.

#David Price

Exactement. C'est ce que je me demandais — si je devais le mentionner. Mais c'est complètement, je veux dire, pour l'un de ces petits pays de dire que nous devrions démanteler la Fédération de Russie, qui est en réalité un territoire immense avec de nombreuses ethnies différentes — comment elle compte faire cela, je n'en sais rien. Je veux dire, cela remonte peut-être à la politique américaine de l'époque Carter–Brzezinski, je ne sais pas. Mais ces pays baltes, je peux comprendre, ont connu une période très difficile sous les Soviétiques. Et ils semblent avoir transféré toute cette haine vers la Russie moderne, sans comprendre qu'il faudrait travailler un peu à la réconciliation — si l'on a pu le faire avec l'Allemagne post-nazie.

Peut-être qu'il est possible de faire quelque chose avec la Russie, et nous pourrions avoir — je veux dire, l'idée serait d'avoir un continent s'étendant de l'Ibérie à la Sibérie, sous un régime démocratique, avec une économie coopérative et stable. Des normes de justice et des normes industrielles — ce serait quelque chose de fantastique. C'est d'ailleurs ce dont Schuman parlait au début. Il évoquait l'intégration de la Russie dans un système fondé sur deux éléments : l'énergie et les matériaux stratégiques, placés sous des institutions démocratiques. Cela servirait de processus éducatif pour des peuples qui n'avaient pas une longue tradition ou histoire de ce genre de choses. Et c'est effectivement ce qui s'est produit.

Et Adenauer a dit plus ou moins la même chose — qu'il craignait que l'Allemagne ne retombe dans une très mauvaise situation politique. C'est pourquoi il a dit que nous devons être membres à part entière du Conseil de l'Europe, afin que tout individu puisse réellement poursuivre un gouvernement en justice et dire : « Il y a ici un abus de pouvoir. » C'est quelque chose d'assez extraordinaire qui s'est produit avec le Conseil de l'Europe. On peut traduire un gouvernement devant la cour et dire : « Vous ne respectez pas mes droits humains. Vous m'empêchez d'avoir une presse libre, ou vous mettez des journalistes en prison, ou vous leur confisquez leur matériel », ou quelque chose de ce genre. Ce n'est pas ce que nous devrions avoir dans le cadre européen.

#Glenn

Eh bien, je suppose que ma dernière question est la suivante : comment expliquez-vous—à l'échelle du continent, pas seulement au niveau de la direction de l'UE—le déclin du discours général sur ce qui fonde la sécurité européenne ? Car si l'on regarde l'ensemble de la Déclaration Schuman et toutes les idées de l'Europe qui ont suivi, il s'agissait toujours d'interdépendance économique et de transparence, comme la Communauté du charbon et de l'acier voulait les promouvoir. En somme, il s'agissait de coopération—chercher la sécurité les uns avec les autres plutôt qu'une sécurité les uns contre les autres. Tout cela visait à atténuer la compétition sécuritaire ; c'en était le cœur même. Mais aujourd'hui, si l'on écoute non seulement les responsables politiques mais aussi les médias et le

discours public, la raison pour laquelle on parle de sécurité n'est plus formulée en termes d'intérêts concurrents ou de rivalité entre nations industrielles.

C'est parce qu'un camp est bon et l'autre est mauvais, et que la sécurité sera atteinte une fois que nous aurons vaincu les méchants. Cela donne l'impression — encore une fois, peut-être que c'est une simplification excessive — mais c'est ainsi que la notion de sécurité a été vidée de sa substance. Personne ne discute. Je veux dire, ce n'est pas seulement les Russes ; je souligne toujours ce point. Nous ne parlons plus jamais des préoccupations de sécurité russes, chinoises, iraniennes ou de tout autre adversaire. Il s'agit toujours d'expliquer pourquoi ils sont mauvais, en somme. On observe la même chose maintenant avec le Venezuela, d'ailleurs. Personne ne discute des préoccupations de sécurité de l'autre camp. C'est simplement que, si nous sommes les bons et qu'ils sont les méchants, la sécurité sera atteinte lorsque le méchant sera vaincu, en somme.

#David Price

Oui, en effet. Ce qu'il faut faire, c'est établir un lien solide afin de pouvoir ensuite discuter et éduquer les gens de manière démocratique, comme cela s'est produit dans le cadre européen — que ce soit au sein du Conseil de l'Europe ou du système communautaire. Mais cela ne fonctionne pas vraiment très bien en ce moment. Schuman disait que les démocraties doivent se fixer des objectifs, et les gouvernements modernes ne semblent pas en avoir. Ils veulent essentiellement simplement exister. Et ce document américain parle de sauver la civilisation occidentale. Vous savez, c'est un type d'objectif différent de ce qu'on entend à Bruxelles. Personne ne parle de cela. Et lorsqu'ils ont rédigé ces documents — L'Europe en l'an 2000, puis L'Europe en 2010, L'Europe en 2020, et ainsi de suite — c'était censé être tourné vers l'avenir.

Mais le mot qui manquait dans tout cela, comme je l'ai remarqué, était « démocratie ». Ils n'ont jamais discuté de la manière dont ils pourraient approfondir l'engagement démocratique du peuple, car cela aurait placé les processus de l'Union européenne sous une sorte de loupe. Par exemple, la première chose à faire serait d'avoir des conseils des ministres ouverts, et cela me semblerait un grand pas en avant. Nous avons un budget décidé en secret. Ses dépenses sont secrètes. À un moment donné, le budget était composé à 70 % d'agriculture, et la majeure partie allait à la France. Et puis l'Allemagne — vous savez, je veux dire, la France n'était pas le plus grand pays — mais cela montre qu'il y avait une sorte d'arnaque. Nous avons besoin d'un gouvernement ouvert afin que les institutions puissent agir et demander des comptes aux gens.

#Glenn

Eh bien, c'est là le problème — savoir si cela relève de la même catégorie. Le plus grand problème intérieur de nos jours, pour beaucoup de ces élites de l'UE, semble être la montée du populisme. Mais les populistes montent en puissance lorsqu'il existe un fossé entre les élites politiques et le public, lorsque les élites se sont détachées. C'est ce que font les populistes : ils prétendent représenter le peuple tandis que les élites sont déconnectées. Mais encore une fois, si l'on s'attaquait

au fait que les élites politiques elles-mêmes sont devenues trop détachées, cela aiderait à expliquer pourquoi il y a cette révolte populiste à la fois à gauche et à droite. Alors, on pourrait commencer à traiter le problème.

Tout semble apparaître dans le vide, tout comme nos adversaires. C'est comme si les populistes étaient soudainement arrivés, et que nous devions maintenant trouver comment les surmonter. Alors, nous inventons toutes sortes de stratégies — comme lorsque nous avons mis en place des vérificateurs de faits et commencé à lutter contre la désinformation. Souvenez-vous quand ils ont introduit cette idée de désinformation ? Ils l'ont directement liée à la montée des populistes. En d'autres termes, comment pouvons-nous vaincre les populistes ? C'est plus ou moins ainsi que les documents ont été rédigés.

#David Price

Eh bien, Schuman a en réalité dit que l'unité de l'Europe — l'unification de l'Europe — ne viendrait pas des institutions européennes. Elle viendrait en fait des peuples. Et quand vous dites « populiste », vous utilisez un mot assez proche de « démocratie ». Donc, je veux dire, je pense que cela s'est produit parce qu'à un certain moment, certaines personnes ont vu que l'OTAN était menacée, et elles ont voulu qualifier les autres de manière péjorative afin de préserver l'OTAN. Elle contrôle une grande partie des dépenses militaro-industrielles, donc beaucoup d'argent est en jeu dans certaines de ces décisions. Tout cela est un peu ridicule quand on parle de « populisme » et de « démocratie » dans la même phrase, donc je suis d'accord avec ce que vous dites.

#Glenn

Eh bien, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Où les gens peuvent-ils trouver votre travail ?

#David Price

Eh bien, j'écris sur Schuman sur schuman.info. Il y a là beaucoup d'articles différents — peut-être trop — mais ils sont éparpillés un peu partout. Cela existe depuis 1999. Et j'écris aussi sur EurDemocracy, mais EurDemocracy s'écrit E-U-R, democracy — donc c'est "your democracy" formé avec les premières lettres de "Europe". Et c'est publié sur divers sites web, y compris Substack.

#Glenn

Eh bien, merci encore d'avoir partagé vos idées.

#David Price

Merci. Merci beaucoup.